

**Assemblée générale**

Distr. générale  
22 juin 2012  
Français  
Original: anglais

**Soixante-septième session**

Point 104 de la liste préliminaire\*

**Prévention du crime et justice pénale****Exécution des mandats du programme des Nations Unies  
pour la prévention du crime et la justice pénale, s'agissant  
en particulier des activités de coopération technique de  
l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime****Rapport du Secrétaire général***Résumé*

Le présent rapport a été établi conformément aux résolutions 64/293 et 66/181 de l'Assemblée générale. Il résume les activités menées par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) pour aider les États Membres à lutter contre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme, ainsi que pour prévenir la criminalité et renforcer les systèmes de justice pénale. Il donne des informations récentes sur la gouvernance et la situation financière de l'ONUDC. Il renseigne également sur l'état des ratifications et adhésions en ce qui concerne la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les Protocoles s'y rapportant et la Convention des Nations Unies contre la corruption. Il contient aussi des informations sur les problèmes de politique générale nouvellement apparus et sur les mesures prises pour y remédier, ainsi que des recommandations en vue du renforcement du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

---

\* A/67/50.



## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	3
II. Mesures prises par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale .....	3
III. Renforcement de la coopération internationale et mesures de lutte contre la criminalité transnationale organisée. ....	4
A. Criminalité transnationale organisée .....	4
B. Lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants .....	6
C. Mesures de lutte contre le trafic d'armes à feu .....	7
D. Lutte contre la corruption .....	8
E. Lutte contre le terrorisme .....	10
F. Coopération internationale en criminalistique. ....	12
IV. Prévention de la criminalité et renforcement des systèmes de justice pénale: utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale .....	12
V. Collecte de données, travaux de recherche et analyse des tendances. ....	15
VI. Nouveaux enjeux .....	16
VII. Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime .....	18
VIII. Recommandations .....	20

## I. Introduction

1. Alors que l'année 2015 approche et que le système des Nations Unies tire le bilan des progrès faits dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, on prend de plus en plus conscience que la corruption, la criminalité organisée et les problèmes apparentés constituent d'importants obstacles sur cette voie. Exécutant les mandats du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a continué de lutter contre les menaces qui nuisent à la sécurité et à la stabilité politique, qui mettent en danger l'état de droit et qui entravent l'exercice des droits de l'homme et le développement durable.

2. Le présent rapport donne un aperçu des activités menées à cet égard par l'ONUDC, comme l'Assemblée générale l'a demandé dans sa résolution 66/181. Il présente les mesures que l'Office a prises dans différents domaines de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, de la prévention de la criminalité et de la réforme de la justice pénale, de l'application des règles et normes en la matière et de la collecte de données. Il contient également des informations utiles sur la mise en œuvre, par le système des Nations Unies, du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes que l'Assemblée générale a adopté dans sa résolution 64/293. Il décrit les problèmes de politique générale qui se font jour et les mesures qui pourraient permettre d'y remédier, et donne des informations récentes sur la gouvernance et la situation financière de l'Office.

## II. Mesures prises par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale

3. À sa vingt et unième session, tenue du 23 au 27 avril 2012, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a eu un débat thématique sur la violence à l'encontre des migrants, des travailleurs migrants et de leur famille qui a porté à la fois sur les questions de prévention et sur les ripostes envisageables. Cinq des projets de résolutions que la Commission a approuvés à cette session sont soumis à l'Assemblée pour adoption à sa soixante-septième session; l'un d'eux a pour objectif de promouvoir les efforts visant à éliminer cette violence (voir E/2012/30, chap. I).

4. En sa qualité d'organe chargé d'assurer les préparatifs des congrès quinquennaux des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, la Commission a approuvé un projet de résolution contenant le thème général, les points de l'ordre du jour et les sujets des ateliers du treizième Congrès. Son adoption par l'Assemblée représenterait un grand pas en avant dans les préparatifs de ce Congrès, qui doit se tenir au Qatar en 2015.

5. Deux des projets de résolution soumis à l'Assemblée pour adoption ont pour objet le renforcement des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale, plus particulièrement de l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus et des Principes et lignes directrices des Nations Unies sur l'accès à l'assistance juridique dans le système de justice pénale. Un autre projet porte sur le renforcement de l'état de droit et la réforme des institutions de justice pénale, en particulier dans les domaines qui relèvent de

l'approche adoptée à l'échelle du système des Nations Unies pour lutter contre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues.

### **III. Renforcement de la coopération internationale et mesures de lutte contre la criminalité transnationale organisée**

#### **A. Criminalité transnationale organisée**

6. De nouveaux États ont adhéré à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et aux Protocoles s'y rapportant. Au cours de la période considérée, 10 États ont ratifié la Convention (portant ainsi le nombre de Parties à 168), 6 ont ratifié le Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (portant le nombre de Parties à 148), 4 ont ratifié le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer (portant le nombre de Parties à 130) et 8 ont ratifié le Protocole contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions (portant le nombre de Parties à 91).

7. Le groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée chargé d'examiner l'application de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant a examiné le projet de termes de référence et le logiciel complet d'auto-évaluation ("logiciel d'enquête omnibus") à sa première réunion, tenue à Vienne du 17 au 19 mai 2011. La première série de consultations informelles au sujet du (des) mécanisme(s) d'examen envisageable(s) et de l'"enquête omnibus" a été conduite par le Président du groupe de travail au deuxième semestre 2011. Le groupe de travail a tenu sa deuxième réunion à Vienne du 23 au 26 janvier 2012. La deuxième série de consultations informelles aura lieu dans le cadre des préparatifs de la sixième session de la Conférence des Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, qui doit se tenir en octobre 2012.

8. L'ONUDC a continué de fournir une assistance technique pour la ratification et l'application de la Convention contre la criminalité organisée et de ses Protocoles, notamment par une aide et des conseils pour la rédaction de projets de lois, par l'offre de formations et d'outils à l'intention des praticiens de la justice pénale et par le renforcement des politiques nationales et de la coordination. Les nouvelles formes de criminalité qui font leur apparition pouvant souvent être considérées comme des infractions graves au sens de l'article 2 de la Convention, l'ONUDC a aussi continué d'apporter aux États une assistance ciblant spécifiquement les nouvelles formes de criminalité qui entrent dans son champ d'action. Il a facilité la prestation d'une assistance technique en mettant au point et exploitant des outils tels que des lois types et des guides législatifs, afin d'aider à appliquer la Convention et ses Protocoles.

9. En application des résolutions 65/232 et 66/181 de l'Assemblée, l'ONUDC a fourni aux États Membres une assistance technique à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme par l'intermédiaire de son Programme mondial contre le blanchiment d'argent, le produit du crime et le financement du terrorisme, notamment en s'attaquant aux liens entre blanchiment et grande criminalité organisée. Cette aide concernait les domaines juridique, politique,

institutionnel et opérationnel et visait à appuyer le renforcement des capacités professionnelles des services de détection et de répression et des services de poursuite, de telle sorte qu'ils soient en mesure d'analyser les actes de blanchiment, les infractions financières connexes et les cas de financement du terrorisme, d'enquêter à leur sujet et d'en poursuivre les auteurs.

10. L'assistance apportée dans différentes régions du monde consistait entre autres à mettre en place des mentors et des consultants en mission de longue durée chargés d'aider à renforcer les procédures de confiscation d'avoirs, à créer des services de renseignement financier et à en former le personnel, de dispenser aux agents de police et aux procureurs des formations aux enquêtes financières et de mettre au point des ateliers de formation de formateurs devant permettre d'élaborer un programme d'étude à l'intention des services nationaux de formation des agents de détection et de répression. Il a poursuivi l'exécution de son programme de simulation de procès destiné à renforcer la capacité du système judiciaire à traiter d'affaires complexes de criminalité financière et a, en association avec l'Organisation mondiale des douanes, dirigé un stage de formation sur la lutte contre le recours aux passeurs de fonds qui s'adressait aux agents des services de douane et d'autres services de contrôle aux frontières et dont l'objectif était la prévention des mouvements transfrontières illicites d'espèces et d'effets négociables au porteur. Il a aussi offert une assistance à la constitution de réseaux informels de spécialistes de la confiscation d'avoirs afin d'aider les procureurs et les enquêteurs à identifier, localiser, geler, saisir, confisquer et recouvrer le produit du crime.

11. Conformément à la résolution 20/6 de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, l'ONUDC a élaboré une vaste stratégie échelonnée et un projet de programme d'action mondial pour lutter contre le trafic de médicaments frauduleux. Il prévoit de tenir une conférence internationale à Vienne en septembre 2012, en collaboration avec ses partenaires des secteurs privé et public concernés à l'échelle internationale. L'ONUDC étudie par ailleurs la possibilité de se donner plus de moyens pour mener des travaux de recherche et des analyses sur les caractéristiques du commerce illicite de médicaments frauduleux qui relèvent de la criminalité transnationale organisée, ce qui permettrait de disposer d'éléments plus solides pour la mise en œuvre d'actions fondées sur des données factuelles.

12. Au cours de la période considérée, l'ONUDC a dispensé des programmes de formation au renseignement à caractère pénal s'adressant aux analystes, ainsi qu'un premier cours sur l'analyse stratégique destiné aux personnes préparant des évaluations du risque de criminalité organisée et de grande criminalité, en se référant au manuel qu'il a publié conjointement avec l'Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), *Guidance on the Preparation and Use of Serious and Organized Crime Threat Assessments: The SOCTA Handbook*.

13. L'ONUDC a appuyé en 2011 la création du Réseau centre-américain des services de poursuite spécialisés dans la criminalité organisée, qui a grandement contribué à l'intensification de la coopération judiciaire internationale en Amérique centrale et qui est de plus en plus mis à profit par les pays de la région. Le Réseau offre un forum pour l'échange d'informations, la formation et le renforcement des capacités en matière de lutte contre la criminalité organisée et le trafic de drogues, de modes d'enquête, de lutte contre le blanchiment d'argent, d'interception des communications et de protection des témoins. Des formations spécialisées très

diverses ont été dispensées aux services de poursuite, et une série de guides techniques pratiques ont été rédigés.

## **B. Lutte contre la traite des personnes et le trafic illicite de migrants**

14. En 2011 et 2012, l'ONUDD a encore apporté une assistance technique à plus de 80 États Membres pour la ratification et l'application du Protocole relatif à la traite des personnes et du Protocole relatif aux migrants. À cette fin, il a mis au point différents outils techniques et mené des activités aux niveaux mondial, régional et national dans les domaines suivants: prévention et sensibilisation, collecte de données et recherche, assistance législative, planification stratégique et élaboration de politiques, réponse du système de justice pénale, protection et soutien, et coopération régionale et internationale.

15. Au sujet du trafic illicite de migrants, l'ONUDD a produit à l'intention des praticiens de la justice pénale un film intitulé "Ways and Means". En Asie du Sud-Est, il a commencé à mettre au point des mécanismes de signalement volontaire devant faire progresser le Processus de Bali concernant le trafic de migrants, la traite des personnes et la criminalité transnationale qui s'y rapporte et devant aussi faciliter la collecte et l'analyse de données sur le trafic illicite de migrants. Il a également publié le *Référentiel d'aide à la lutte contre le trafic illicite de migrants*, recueil de bonnes pratiques en matière de lutte contre ce phénomène. Se fondant sur sa Loi type contre le trafic illicite de migrants, il a continué de donner des avis juridiques aux rédacteurs de lois et de réaliser des analyses des lacunes juridiques en Afrique du Nord, de l'Ouest et de l'Est, en Asie centrale et en Amérique centrale et, à cet égard, il a conduit en Afrique de l'Est un atelier régional sur la rédaction de lois. Pour faciliter la planification stratégique et l'élaboration de politiques, il a publié le cadre d'action international pour l'application du Protocole relatif aux migrants (*International Framework for Action to Implement the Smuggling of Migrants Protocol*). Il a aussi étoffé le manuel de formation approfondie sur les enquêtes et les poursuites relatives au trafic illicite de migrants (*In-depth Training Manual on Investigating and Prosecuting the Smuggling of Migrants*) et il l'a adapté à la situation qui prévalait au Mexique et en Amérique centrale et aux besoins de ces pays. L'ONUDD est venu en aide aux États en offrant des formations en Afrique du Nord, en Afrique de l'Ouest, en Asie centrale et en Asie du Sud-Est, dans le but de renforcer les capacités en matière de justice pénale. Les questions de la coopération internationale et de la protection des droits des migrants sont mises en avant dans toutes les activités et tous les outils d'assistance technique.

### **Mise en œuvre du Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes**

16. L'ONUDD a continué d'administrer le Fonds de contributions volontaires des Nations Unies en faveur des victimes de la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, conformément au Plan d'action mondial des Nations Unies pour la lutte contre la traite des personnes. À l'occasion du premier appel à propositions, en 2011, plus de 250 propositions ont été reçues d'organisations non gouvernementales à but non lucratif remplissant les conditions fixées, et 12 propositions ont été sélectionnées, qui ont bénéficié d'un financement.

17. Sur la base du Plan d'action mondial, l'ONUSUD élabore actuellement un rapport mondial sur les caractéristiques et les flux de la traite des personnes qui devrait être publié tous les deux ans à compter de 2012. Après avoir procédé à la collecte, à l'analyse et à l'édition des données, il a rédigé un premier texte qui a été communiqué aux États Membres pour examen et observations.

18. L'ONUSUD a publié le Manuel de premier secours à l'usage des agents de détection et de répression de première ligne face à des cas de traite des êtres humains, qui s'adresse aux personnes qui sont les premières à intervenir dans ce type de situation. En 2011, il a créé la première base de données mondiale sur les affaires de traite des êtres humains, qui recense déjà plus de 270 affaires et qui est constamment enrichie. Il a lancé l'initiative mondiale de formation à la lutte contre la traite des personnes. Un programme de formation des futurs formateurs, fondé sur le *Manuel de lutte contre la traite des êtres humains à l'usage des praticiens de la justice pénale de l'ONUSUD*, a été mis au point, et des ateliers ont été organisés aux Fidji, au Mali et en Ukraine. L'ONUSUD a aussi entamé des travaux de recherche sur la traite des personnes aux fins du prélèvement d'organes et sur les liens entre criminalité organisée, traite des êtres humains et trafic de migrants. Par ailleurs, il a conduit des ateliers de formation consacrés au blanchiment d'argent dans le contexte du trafic de migrants et de la traite des personnes.

### C. Mesures de lutte contre le trafic d'armes à feu

19. L'ONUSUD a continué de promouvoir et de développer des outils d'assistance technique afin d'encourager une plus large adhésion au Protocole relatif aux armes à feu et une plus large application de ce texte. *La loi type contre la fabrication et le trafic illicites d'armes à feu, de leurs pièces, éléments et munitions* a été traduite dans toutes les langues officielles et diffusée. En 2011, l'Office a lancé un projet mondial sur les armes à feu dont l'objectif est de promouvoir et faciliter la ratification et l'application du Protocole. Il a aussi commencé à mettre en œuvre un projet visant à lutter contre le trafic transnational d'armes illicites par l'application de la Convention contre la criminalité organisée et du Protocole relatif aux armes à feu. Certains pays d'Amérique du Sud ainsi que d'Afrique centrale et d'Afrique de l'Ouest ont reçu une aide pour l'analyse et l'élaboration de textes de loi, ce qui doit permettre de consolider les cadres juridiques et réglementaires concernant les armes à feu et de favoriser l'harmonisation des lois et des pratiques dans la région.

20. En tant que membre du Mécanisme de coordination de l'action concernant les armes légères des Nations Unies et de son groupe de travail de référence, l'ONUSUD a apporté des contributions pour le développement et la révision des normes internationales en matière de contrôle des armes légères. En coopération avec des organisations régionales telles que la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, le Marché commun du Sud (MERCOSUR) et l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), il a aidé certains pays à revoir leurs lois nationales relatives aux armes à feu.

21. L'ONUSUD élabore, avec des partenaires compétents, un recueil d'affaires de criminalité organisée qui couvrira les affaires de trafic d'armes à feu et les infractions connexes et qui devrait paraître en octobre 2012. L'objectif est de promouvoir l'application de la Convention contre la criminalité organisée et des

Protocoles s'y rapportant en mettant en relief des affaires et des techniques d'enquête et de poursuite, ainsi que des exemples de coopération internationale en matière pénale.

## **D. Lutte contre la corruption**

22. À la date de la rédaction du présent rapport, 160 États étaient parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption. Des informations concernant les mesures prises pour empêcher et combattre la corruption et le transfert d'avoirs d'origine illicite ainsi que pour assurer la restitution de ces avoirs, notamment aux pays d'origine, conformément à la Convention, figurent dans un rapport séparé (A/67/96).

23. La Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption a tenu sa quatrième session à Marrakech (Maroc) du 24 au 28 octobre 2011. Elle a adopté six résolutions: la résolution 4/1, intitulée "Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption"; la résolution 4/2, intitulée "Organisation de réunions de groupes d'experts intergouvernementaux à composition non limitée pour le renforcement de la coopération internationale"; la résolution 4/3, intitulée "Déclaration de Marrakech en faveur de la prévention de la corruption"; la résolution 4/4, intitulée "Coopération internationale en matière de recouvrement d'avoirs"; la résolution 4/5, intitulée "Participation de signataires, de non-signataires, d'entités et d'organisations intergouvernementales aux travaux du Groupe d'examen de l'application"; et la résolution 4/6, intitulée "Les organisations non gouvernementales et le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption". Elle a également adopté deux décisions concernant les lieux de ses sixième et septième sessions (voir CAC/COSP/2011/14).

24. Le Mécanisme d'examen de l'application de la Convention fonctionne depuis juin 2010. Le Groupe d'examen de l'application a tenu sa deuxième session à Vienne du 30 mai au 2 juin 2011, et la reprise de cette session à Vienne du 7 au 9 septembre 2011 et à Marrakech (Maroc) le 25 octobre 2011. Il tiendra sa troisième session à Vienne du 18 au 22 juin 2012.

25. À la date de la rédaction du présent rapport, la majorité des 27 États parties à la Convention contre la corruption devant être examinés au cours de la première année l'avaient effectivement été. Outre le dialogue par échange de courriers électroniques et visioconférence, 24 États examinés avaient demandé des visites de pays, une réunion conjointe avait eu lieu à Vienne et une autre était en cours de planification.

26. Parmi les 41 États devant être examinés au cours de la deuxième année du cycle d'examen, 35 avaient remis leur auto-évaluation et 20 avaient fait l'objet d'examens préalables à la date de la rédaction du présent rapport. Onze visites de pays avaient eu lieu au cours de la deuxième année du cycle d'examen, et 16 autres étaient en cours de planification. Plusieurs États parties n'avaient pas encore discuté d'éventuels autres moyens de dialogue direct ou avaient fait savoir qu'ils se décideraient sur ce point à l'issue de l'examen préalable. Deux États parties examinés avaient accepté de tenir des réunions conjointes à Vienne (voir CAC/COSP/IRG/2012/4).



27. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur la prévention de la corruption a tenu sa deuxième réunion intersessions à Vienne du 22 au 24 août 2011. Il a décidé qu'à sa session suivante, il se concentrerait sur les conflits d'intérêts, le signalement d'actes de corruption et les déclarations d'avoirs. En outre, il a réaffirmé que les États parties devraient continuer de renforcer la sensibilisation et l'éducation et qu'une attention particulière devrait être accordée à la participation des jeunes et des enfants. Il a recommandé que le Secrétariat continue de promouvoir l'application de la Convention dans le monde de l'entreprise.

28. Le Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur le recouvrement d'avoirs a tenu sa cinquième réunion intersessions à Vienne les 25 et 26 août 2011. Il a souligné qu'il importait de préparer les États à l'examen de l'application du chapitre V pendant la deuxième phase du Mécanisme d'examen et encouragé les États parties à se servir de la liste de contrôle pour l'auto-évaluation comme d'un moyen d'évaluer leurs efforts. Il a aussi prié le Secrétariat de continuer de recueillir et systématiser des informations sur les affaires de recouvrement d'avoirs. Il a en outre recommandé qu'une discussion approfondie se tienne sur la mise en place d'un réseau mondial de points de contact pour le recouvrement d'avoirs, et il a prié les États parties qui ne l'avaient pas encore fait de désigner de tels points de contact.

29. En 2011, l'Initiative pour le recouvrement des avoirs volés (StAR) de l'ONUDC et de la Banque mondiale a publié les études suivantes: *Barriers to Asset Recovery: An Analysis of the Key Barriers and Recommendations for Action*, une étude sur l'enrichissement illicite, *The Puppet Masters: How the Corrupt Use Legal Structures to Hide Stolen Assets and What to Do About It*, *Tracking Anti-Corruption and Asset Recovery Commitments* (en coopération avec l'OCDE), et Identification et quantification des profits de la corruption (en coopération avec l'OCDE). Une étude consacrée aux incidences des règlements sur le recouvrement d'avoirs est attendue en juin 2012. Au moment de la rédaction du présent rapport, l'Initiative StAR fournissait aussi une assistance technique spécialement adaptée, y compris pour des affaires concrètes et le renforcement des capacités, à 16 pays ou groupes de pays qui en avaient fait la demande.

30. Le 1<sup>er</sup> septembre 2011, l'ONUDC a lancé le portail de lutte contre la corruption dit portail TRACK (Tools and Resources for Anti-Corruption Knowledge) ([www.track.unodc.org](http://www.track.unodc.org)). Il s'agit d'une plate-forme Web comprenant une bibliothèque juridique électronique où sont regroupés des textes de lois, de décisions de justice et de stratégies anticorruption ainsi que des données concernant les institutions de 178 États. Cette bibliothèque conçue et administrée par l'ONUDC bénéficie du soutien de l'Initiative StAR.

31. Au cours de la période considérée, l'ONUDC a fourni une assistance technique à plus de 40 États qui en avaient fait la demande et, au niveau régional, à 5 régions. Quatre mentors spécialistes de la lutte anticorruption ont apporté leur aide en République démocratique du Congo et en Afrique de l'Est, en Amérique centrale et aux Caraïbes, et en Asie de l'Est.

32. En 2011, l'ONUDC a noué des partenariats avec des entités du secteur privé et lancé plusieurs projets destinés à encourager l'application de la Convention contre la corruption dans le monde de l'entreprise. Trois projets financés par la Siemens

Integrity Initiative portent sur la réduction de la vulnérabilité à la corruption des systèmes de passation de marchés publics, la mise en place de systèmes d'incitation juridique visant à encourager l'intégrité et la coopération des entreprises, et la sensibilisation des actuels et futurs dirigeants d'entreprise et dirigeants du secteur public à la Convention. Avec l'OCDE et la Banque mondiale, l'ONUSDC a commencé à élaborer à l'usage des entreprises un manuel pratique regroupant les lignes directrices et autres références sur le respect des principes anticorruption par le secteur privé. Il a aussi entamé un projet qui a pour objectif le recensement des bonnes pratiques en matière de prévention de la corruption lors de l'organisation de grandes manifestations publiques. Avec Transparency International, le Forum économique mondial, la Chambre de commerce internationale (CCI) et le Bureau du Pacte mondial, l'ONUSDC a organisé un forum de haut niveau sur la Convention et la concurrence internationale en marge de la quatrième session de la Conférence des États parties à la Convention.

33. Le Directeur exécutif de l'ONUSDC a participé à la réunion annuelle du Forum économique mondial en 2012. Des représentants de l'ONUSDC ont également assisté au Forum économique mondial consacré à l'Europe et à l'Asie centrale en 2011. Cette année-là, l'ONUSDC a coparrainé la conférence "Ensemble contre la corruption: entreprises et pouvoirs publics du Groupe des Vingt", organisée par la présidence française du Groupe des Vingt et par l'OCDE, et s'y est fait représenter. Il a continué de participer en qualité d'observateur au Groupe de travail du Groupe des Vingt sur la lutte contre la corruption. En 2012, il a été invité à participer à l'Équipe spéciale sur l'amélioration de la transparence et la lutte contre la corruption du Business-20, tribune émanant du Groupe des Vingt et s'adressant aux plus grandes entreprises mondiales. Il a pris une part active aux débats sur la portée et l'objet des engagements spécifiques que les entreprises pouvaient prendre ainsi qu'à la formulation de recommandations quant aux politiques que le secteur privé pouvait conduire, recommandations qui ont été présentées aux dirigeants lors des sommets que le Business-20 et le Groupe des Vingt ont tenus à Los Cabos (Mexique) les 17 et 18 juin 2012.

34. L'ONUSDC entretient une coopération étroite avec plusieurs organismes et organisations internationales partenaires, dont le Programme des Nations Unies pour le développement et l'Académie internationale de lutte contre la corruption. Il a participé aux travaux du Groupe d'États contre la corruption du Conseil de l'Europe, du Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption, du Groupe de travail sur la corruption dans les transactions commerciales internationales de l'OCDE et du Réseau sur la gouvernance du Comité d'aide au développement de l'OCDE.

## **E. Lutte contre le terrorisme**

35. Dans ses résolutions 66/105, 66/171, 66/178 et 66/181, l'Assemblée générale a réaffirmé le mandat de l'ONUSDC en matière d'assistance technique à la lutte contre le terrorisme. Au cours de la période considérée, l'ONUSDC a continué de fournir une assistance technique juridique aux États Membres pour les rendre mieux à même de prévenir et combattre efficacement le terrorisme. Il a encouragé la ratification des conventions et protocoles des Nations Unies relatifs à la lutte contre le terrorisme, aidé les États Membres qui en faisaient la demande à modifier leur

législation compte tenu des obligations qui étaient les leurs en vertu de ces instruments et œuvré au renforcement des systèmes pénaux nationaux et de l'état de droit. Au cours de la période considérée, 21 nouvelles ratifications d'instruments juridiques internationaux relatifs à la lutte contre le terrorisme sont intervenues, portant le nombre total de ratifications à 580.

36. En 2011, l'ONUDD a apporté une assistance juridique au niveau national à 31 États et organisé 22 ateliers régionaux et sous-régionaux, ce qui lui a permis de toucher 65 États supplémentaires. De janvier à mai 2012, 17 pays ont reçu une assistance juridique au niveau national, et 10 ateliers régionaux et sous-régionaux se sont tenus. Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, toutes les activités de l'ONUDD ont visé à renforcer le principe selon lequel, pour être efficace, la lutte contre le terrorisme doit se fonder sur l'état de droit.

37. Face à l'augmentation de la demande d'assistance continue et spécialement adaptée en matière de renforcement des capacités sur le terrain, l'ONUDD a continué de collaborer avec les États Membres à l'élaboration de plans d'action nationaux antiterroristes et d'appuyer leur mise en œuvre.

38. L'Office a beaucoup avancé dans l'exécution de programmes poussés de lutte contre le terrorisme au niveau des pays, notamment en Afghanistan et en Colombie, ainsi que dans la région du Sahel. Des activités de longue haleine spécialement adaptées aux situations nationales ont été lancées dans plusieurs pays dans le cadre du programme régional intégré pour l'Asie de l'Est et du Sud-Est. Les activités de lutte contre le terrorisme se sont intensifiées au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et au Nigéria. Un réseau de spécialistes de la prévention du terrorisme en poste sur le terrain a permis à l'ONUDD de poursuivre une collaboration étroite avec les acteurs locaux pour la conception et la mise en œuvre d'activités.

39. Une attention accrue a été accordée aux relations avec les praticiens chargés de mener des enquêtes, d'engager des poursuites et de juger des affaires concrètes; à l'assistance au renforcement de la coopération internationale, régionale et sous-régionale; et à l'acquisition de compétences dans certains domaines juridiques spécialisés, concernant notamment l'utilisation d'Internet à des fins terroristes, le financement du terrorisme, le terrorisme nucléaire, chimique, biologique et radiologique, et la sécurité des moyens de transport.

40. Comme suite à la résolution 64/168 de l'Assemblée générale, l'ONUDD s'est intéressé au rôle crucial que les victimes d'actes de terrorisme pouvaient jouer avant, pendant et après les procédures pénales, et sur l'aide et le soutien dont elles avaient besoin. Un outil d'assistance technique spécialisée sur la réponse du système de justice pénale en aide aux victimes d'actes de terrorisme (*The Criminal Justice Response to Support Victims of Acts of Terrorism*) a été publié en novembre 2011 et intégré aux activités de renforcement des capacités de l'ONUDD.

41. Des réunions d'experts se sont tenues en octobre 2011 et février 2012 en vue de l'élaboration d'un outil d'assistance technique visant à renforcer les moyens institutionnels des services de détection et de répression et du système de justice pénale de telle sorte qu'ils puissent réagir efficacement, en respectant l'état de droit, dans les cas où Internet était utilisé à des fins terroristes.

42. Un module supplémentaire sur la coopération internationale en matière pénale dans la lutte contre le terrorisme a été ajouté au programme de formation juridique à

la lutte contre le terrorisme, et une plate-forme d'apprentissage a été créée, qui offre aux praticiens des cours en ligne pour l'application des instruments internationaux de lutte contre le terrorisme et qui favorise le renforcement de la coopération dans ce domaine.

43. Les partenariats avec les établissements nationaux de formation ont été resserrés afin de faciliter l'élaboration de modules sur la lutte contre le terrorisme et de conduire des programmes complets de formation de formateurs. Dans la région du Sahel, des formateurs nationaux formés par l'ONUSD ont dirigé des ateliers, et un atelier régional de formation de formateurs aux outils d'assistance technique de l'ONUSD a été organisé pour l'Amérique latine. Des cours de formation de formateurs se sont tenus en Afghanistan et au Pakistan.

44. L'ONUSD a continué d'accroître les synergies avec les autres entités des Nations Unies en matière de lutte antiterroriste. Il a collaboré étroitement avec le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité et sa Direction exécutive, notamment en participant à huit missions de ce dernier (Afrique du Sud, Canada, ex-République yougoslave de Macédoine, Kirghizistan, Mexique, Myanmar, Niger et Pérou). Il a joué un rôle clef au sein de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme en participant à ses groupes de travail thématiques et à ses activités de coordination interinstitutions. Les efforts se poursuivent pour ce qui est d'intensifier la coordination et la coopération avec les partenaires dans le cadre de la prestation d'assistance à la lutte antiterroriste et de la mise en œuvre de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies.

## **F. Coopération internationale en criminalistique**

45. L'ONUSD a appuyé la mise en place à l'échelle mondiale de services de criminalistique viables, encourageant et facilitant la création et la viabilité de réseaux de sciences criminalistiques, promouvant le travail des laboratoires nationaux de criminalistique et renforçant leurs capacités et leurs compétences techniques. Cet appui a notamment pris la forme d'une collaboration avec l'International Forensic Strategic Alliance, alliance de réseaux régionaux de criminalistique regroupant 82 pays et plus de 550 instituts de criminalistique dans le monde entier, dans des domaines tels que les normes criminalistiques et le transfert de connaissances. En ce qui concerne la protection des lieux du crime et l'analyse de documents frauduleux, l'ONUSD a mis au point des programmes de formation normalisés pour renforcer les capacités nationales d'enquêtes criminalistiques et la lutte contre la criminalité liée à l'identité.

## **IV. Prévention de la criminalité et renforcement des systèmes de justice pénale: utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale**

46. Dans le cadre de son programme thématique sur la réforme de la prévention du crime et de la justice pénale et par l'intermédiaire de son réseau de bureaux extérieurs et des programmes régionaux et nationaux, l'ONUSD a aidé les États Membres à élaborer des stratégies et politiques efficaces de prévention de la

criminalité et à renforcer les capacités de leurs systèmes de justice pénale afin de les rendre plus justes et plus efficaces dans le cadre de l'état de droit. Se fondant sur une approche globale et intégrée, l'Office a porté une attention particulière à la situation des femmes et des enfants et à celle des victimes et témoins d'actes criminels. Au cours de la période considérée, d'importants progrès ont été faits dans divers domaines, en particulier la prévention de la criminalité, la réforme pénitentiaire, la violence à l'égard des femmes, l'assistance juridique et la justice pour enfants.

47. Le portefeuille d'activités d'assistance technique de l'ONUDC dans les domaines de la prévention du crime et de la justice pénale a continué de se développer: il comprend maintenant plus de 60 projets dans près de 30 pays. Plusieurs évaluations complètes ont été effectuées pour servir de base à ces programmes intégrés.

48. Parmi les réalisations notables dans le domaine de la réforme pénitentiaire, on notera la création du centre d'excellence sur la réforme pénitentiaire et la réduction de la demande de drogues en République dominicaine, ainsi que l'adoption d'un plan d'action pour certains États des Caraïbes orientales, la Barbade et la République dominicaine, destiné à relever les grands défis de la réforme pénitentiaire dans la région. Plusieurs évaluations des besoins des établissements pénitentiaires ont été effectuées à El Salvador, au Libéria et au Panama. Les activités de réforme pénitentiaire portent en priorité sur la promotion et la facilitation du recours aux mesures non privatives de liberté et la réduction de la surpopulation carcérale.

49. L'ONUDC a aidé plus de 90 pays dans le monde entier à élaborer des mesures pour prévenir et combattre le VIH/sida dans les prisons et à renforcer les mesures existantes. L'assistance technique a porté principalement sur le renforcement des capacités nationales d'évaluer la situation et les besoins en la matière et de prendre des mesures d'ensemble à l'efficacité avérée pour lutter contre le VIH et la tuberculose conformément à la note d'orientation sur le VIH dans les prisons établie en 2006 par l'ONUDC, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida<sup>1</sup>. En 2011, l'ONUDC et l'OMS ont publié une note d'orientation sur la santé des femmes en prison. Un document général sur la prévention, le traitement, les soins et le soutien en matière de VIH et de tuberculose sera publié en 2012.

50. Dans le domaine de la réforme de la police, l'ONUDC a aidé plusieurs États Membres à mener des initiatives de police de proximité. De nouveaux programmes de l'ONUDC destinés à promouvoir la responsabilité et l'intégrité de la police ont démarré en Égypte et au Kenya. Une coopération entre l'ONUDC et la composante police de la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud dans le domaine de la réforme de la police est actuellement à l'étude.

51. Pour aider les États Membres à élaborer des mesures et des stratégies multisectorielles et pluridisciplinaires de prévention de la criminalité, l'ONUDC a mis en œuvre des projets au Brésil, en Bolivie (État plurinational de), au Mexique et au Panama. Il a appuyé la mise en œuvre d'audits de sécurité en Colombie et des enquêtes sur la victimisation ont été effectuées dans six pays d'Afrique. Au sein de

<sup>1</sup> Disponible à l'adresse [www.unodc.org/pdf/HIV-AIDS\\_prisons\\_July06.pdf](http://www.unodc.org/pdf/HIV-AIDS_prisons_July06.pdf).

la Communauté des Caraïbes, il a continué d'appuyer les consultations avec les États Membres afin d'élaborer des initiatives de prévention de la criminalité fondées sur le plan d'action pour la prévention du crime par la Communauté des Caraïbes.

52. En ce qui concerne l'accès à la justice et à l'aide juridique, l'ONUDC a aidé plusieurs États Membres, dont la Mauritanie, le Mexique et le Panama, à mettre en œuvre des stratégies et des programmes.

53. Dans le domaine de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, l'ONUDC a continué d'intensifier son programme de renforcement des mesures prises par les systèmes de justice pénale contre les violences sexistes, conformément aux Stratégies et mesures concrètes types actualisées relatives à l'élimination de la violence contre les femmes dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Des efforts ont été faits pour renforcer encore les partenariats avec des entités des Nations Unies et d'autres organisations pertinentes. Pour renforcer la capacité des États Membres de prévenir les violences sexistes et d'y répondre, l'ONUDC a travaillé avec les secteurs de la police et de la justice au Kenya, en Afrique du Sud et au Viet Nam, ainsi qu'avec des organismes publics et des associations de la société civile en Argentine, au Brésil, au Chili, en Paraguay et en Uruguay.

54. L'ONUDC a continué de s'employer à intégrer les droits de l'enfant dans ses programmes de prévention du crime et de justice pénale et à appuyer la réforme de la justice pour enfants. Il a fourni à plusieurs pays des orientations sur diverses questions touchant la justice pour enfants. Il a continué de mener des projets d'assistance technique dans ce domaine en Afghanistan, en Égypte, en Jordanie et au Liban. Au cours de la période considérée, il a évalué les besoins du Cambodge, du Cap-Vert et du Soudan du Sud en assistance technique dans ce domaine. Dans le domaine de l'aide et du soutien aux victimes, son Programme d'autonomisation des victimes en Afrique du Sud a été évalué en 2012.

55. Dans le cadre du Groupe de coordination et de conseil sur l'état de droit, l'ONUDC a contribué à l'établissement de documents d'orientation pertinents, tels que la note d'orientation du Secrétaire général sur l'assistance des Nations Unies dans le domaine du renforcement de l'état de droit, de mai 2011, et la note d'orientation du Secrétaire général sur le système des Nations Unies et l'apatridie, de juin 2011. Il a également travaillé avec le groupe restreint chargé de la formation pour élaborer et mettre en œuvre un programme de formation sur l'état de droit destiné au personnel de terrain de l'ONU.

56. La collaboration avec le Département des opérations de maintien de la paix a porté sur la réforme de la justice pénale dans les pays sortant d'un conflit. L'ONUDC a contribué au programme de formation organisé par le Département en octobre 2011. En outre, un projet de réforme pénitentiaire de l'ONUDC a été mené conjointement avec la Mission des Nations Unies au Soudan du Sud.

57. Au cours de la période considérée, l'ONUDC a élaboré plusieurs manuels et autres outils à l'appui de l'assistance technique, tels que le *Guide à l'usage des praticiens: la réforme de la justice pénale dans les États sortant d'un conflit*, avec l'Institut américain pour la paix (USIP); le *Manuel d'introduction au maintien de l'ordre dans l'espace urbain*; le *Manuel sur la responsabilité, le contrôle et l'intégrité de la police et les Critères pour concevoir et évaluer les programmes de réforme de la justice pour mineurs*, publié dans le cadre du Groupe interinstitutions

sur la justice pour mineurs. L'ONUDC termine actuellement un manuel sur le transfert international de détenus étrangers, un manuel sur la réinsertion sociale des délinquants et la prévention de la récidive, et, en coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, un manuel sur les stratégies de réduction de la surpopulation carcérale.

## **V. Collecte de données, travaux de recherche et analyse des tendances**

58. Dans le cadre de ses programmes régionaux, l'ONUDC a procédé en 2011 à une série d'évaluations des menaces en matière de criminalité transnationale organisée. Ces évaluations portent sur une série d'activités criminelles transnationales telles que le trafic de drogues illicites, la traite des êtres humains, le trafic de ressources naturelles ou d'espèces sauvages et la piraterie. Un rapport sur l'Afrique centrale, publié en octobre 2011, montre comment la criminalité transnationale organisée contribue à perpétuer l'instabilité. D'autres évaluations concernant l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Amérique centrale et les Caraïbes, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est sont prévues en 2012. L'Équipe spéciale des Nations Unies sur la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues en tant que menaces pour la sécurité et la stabilité, récemment créée, considère également l'évaluation des menaces comme un domaine d'action primordial.

59. En octobre 2011, l'ONUDC a publié une étude sur l'évaluation des flux financiers illicites résultant du trafic de drogues et des autres formes de criminalité transnationale organisée, dans laquelle sont examinés l'ampleur des fonds illicites générés par ces activités et de leur blanchiment.

60. L'ONUDC a appuyé l'exécution d'enquêtes sur la corruption et l'intégrité des fonctionnaires afin de permettre aux pays de déterminer quels domaines étaient les plus exposés à la corruption et d'élaborer des politiques et mesures efficaces pour la combattre. Les résultats de ces enquêtes en ce qui concerne l'Europe du Sud-Est ont été publiés en collaboration avec les autorités nationales en 2011.

61. L'ONUDC a continué de renforcer l'Enquête des Nations Unies sur les tendances de la criminalité et le fonctionnement des systèmes de justice pénale en élargissant le réseau de centres nationaux de liaison et en renforçant la collaboration avec les organisations régionales en matière de collecte de données sur la criminalité et la justice pénale. Grâce aux efforts des États Membres pour améliorer la disponibilité et la qualité des données sur les homicides, il a produit en 2011 une enquête mondiale sur les homicides – tendances, contextes et données, sur la base de données exhaustives provenant de 207 pays et territoires. On y trouve une analyse des tendances en matière d'homicides et des informations sur les principaux facteurs favorisant la survenance d'homicides volontaires, tels que la criminalité transnationale organisée, une mauvaise situation socioéconomique et les inégalités entre hommes et femmes.

62. Afin d'élaborer des normes et des méthodes pour les statistiques sur la criminalité et la justice pénale, l'ONUDC a créé en coopération avec l'Institut mexicain de la statistique et de la géographie un centre d'excellence sur les statistiques concernant la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la

justice. Ce centre aide les pays à améliorer en qualité et en quantité leurs données sur la criminalité. L'ONUDC a également contribué aux travaux de la Conférence des statisticiens européens en vue d'établir un cadre pour la classification internationale des infractions à des fins statistiques, réalisation importante pour l'amélioration de la qualité et de la comparabilité des données sur la criminalité.

## **VI. Nouveaux enjeux**

### **Piraterie**

63. L'ONUDC a continué de fournir une assistance technique pour renforcer la capacité des États Membres touchés de lutter contre la piraterie maritime et les vols à main armée en mer. Ce mandat a été renforcé récemment avec l'adoption par la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de la résolution 21/2 sur la lutte contre la piraterie maritime, en particulier au large des côtes somaliennes et dans le golfe de Guinée.

64. Dans le cadre de son programme de lutte contre la piraterie, l'ONUDC a aidé les pays de la corne de l'Afrique à poursuivre les pirates présumés capturés au large des côtes somaliennes et à faire en sorte qu'ils soient jugés rapidement et équitablement. Par son nouveau programme de transfert de détenus, il a contribué à transférer en Somalie des pirates reconnus coupables afin qu'ils y purgent leur peine. Les mesures de prévention de la piraterie ont été renforcées au moyen d'un programme de sensibilisation. L'ONUDC a également participé à des initiatives visant à mettre en place des mécanismes et procédures efficaces pour identifier, geler et saisir les flux financiers illicites issus de la piraterie.

65. L'ONUDC dirige avec le Département des affaires politiques la mission interinstitutions des Nations Unies dans le golfe de Guinée, chargée d'évaluer la menace que la piraterie fait peser sur la région et de formuler des recommandations de mesures à prendre.

### **Cybercriminalité**

66. Sous la direction du groupe intergouvernemental d'experts à composition non limitée sur l'étude approfondie du phénomène de la cybercriminalité, l'ONUDC a envoyé un questionnaire aux États Membres, à des entités du secteur privé, à des établissements universitaires et à des organisations intergouvernementales afin de recueillir des informations aux fins de l'étude. Celle-ci sera examinée à la prochaine session du groupe d'experts, prévue au dernier trimestre de 2012. Dans le cadre d'un nouveau programme mondial sur l'assistance technique en matière de cybercriminalité, l'ONUDC a effectué une mission d'évaluation dans un pays d'Amérique centrale à la demande du gouvernement de ce pays en vue d'y renforcer la capacité de lutte contre la cybercriminalité.

### **Utilisation des nouvelles technologies de l'information à des fins de maltraitance ou d'exploitation des enfants**

67. Conformément à la résolution 2011/33 du Conseil économique et social, l'ONUDC a entamé une étude aux fins d'identifier, décrire et évaluer les effets des nouvelles technologies de l'information sur la maltraitance et l'exploitation des



enfants, ainsi qu'une évaluation de la formation nécessaire aux États pour enquêter sur de telles infractions.

#### **Lutte contre le trafic de biens culturels**

68. Conformément aux résolutions 2010/19 et 2011/42 du Conseil économique et social, l'ONUDC a établi un projet de lignes directrices spécifiques sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale concernant le trafic de biens culturels. En coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, l'Institut international pour l'unification du droit privé et INTERPOL, il a convoqué à Vienne, du 21 au 23 novembre 2011, une réunion informelle de groupe d'experts. Il convoquera en outre en juin 2012 une deuxième réunion du Groupe intergouvernemental d'experts sur la protection des biens culturels contre le trafic afin d'examiner le projet de lignes directrices et l'utilité que pourrait présenter le traité type de 1990 pour la prévention des infractions visant les biens meubles qui font partie du patrimoine culturel des peuples, ainsi que les améliorations qui pourraient y être apportées.

#### **Flux financiers illicites**

69. L'ONUDC a continué de fournir un encadrement et une assistance technique spécialisés, notamment des programmes de renforcement des capacités, afin d'améliorer la capacité des États Membres d'identifier les flux financiers illicites, d'enquêter sur ceux-ci et d'y mettre fin. Parmi les activités importantes de la période considérée, il convient de noter une sensibilisation au problème des flux financiers illicites provenant de la piraterie dans la corne de l'Afrique et le renforcement des capacités des institutions chargées d'analyser les affaires de blanchiment d'argent et de financement du terrorisme, d'enquêter sur celles-ci et de poursuivre les auteurs. L'ONUDC a organisé deux conférences internationales sur le sujet et est resté saisi de la question dans le cadre du groupe de travail 5 du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes. Il étudiera également la faisabilité de la création d'un réseau de recouvrement des avoirs en Afrique de l'Ouest, semblable au réseau des autorités d'Afrique australe compétentes en matière de recouvrement d'avoirs (ARINSA).

#### **Écodélinquance, notamment trafic d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction**

70. L'ONUDC a commencer à mettre en œuvre la résolution 2011/36 du Conseil économique et social sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale visant à lutter contre le trafic illicite d'espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, renforçant la coopération interinstitutions dans ce domaine.

71. Dans la région du Grand Mékong, l'ONUDC a utilisé le mécanisme de liaison frontalière pour améliorer la coopération entre organismes de détection et de répression le long des frontières internationales et de part et d'autre de celles-ci. Il a également collaboré avec le mécanisme du Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (ONU-REDD) pour aider les Gouvernements du Cambodge, de la République démocratique populaire Lao, du Myanmar, de la Thaïlande et du Viet Nam à adopter des mesures efficaces pour prévenir le commerce de bois d'origine illicite et en poursuivre les auteurs. En Indonésie,

l'ONUDC a renforcé les capacités des agents des services de police, du ministère public et de la magistrature dans les domaines de la lutte contre l'exploitation forestière illégale, le commerce illicite de produits forestiers et la corruption qui y est liée, appuyant également les actions de la société civile à cet égard.

72. En tant que membre du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, l'ONUDC s'est employé avec ses partenaires à développer et à fournir des services interinstitutionnels de renforcement des capacités et de sensibilisation, notamment dans le cadre de séminaires et d'ateliers: réunion d'une équipe spéciale de haut niveau sur le braconnage des rhinocéros, atelier sur les opérations de livraison surveillée et l'application des lois concernant les forêts et les espèces sauvages, et séminaire de haut niveau pour policiers et douaniers des États de l'aire de répartition du tigre.

#### **Criminalité liée à l'identité**

73. En 2011, l'ONUDC a publié le *Manuel sur la criminalité liée à l'identité*<sup>2</sup>, qui présente les options et les considérations que les praticiens doivent prendre en compte pour s'attaquer à cette forme de criminalité, ainsi que les difficultés spécifiques d'une collaboration internationale en la matière et les possibilités de partenariat entre secteur public et secteur privé.

## **VII. Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime**

74. À la vingt et unième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, les États Membres se sont félicités des travaux du groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime et ont noté que le groupe de travail était un mécanisme utile pour le dialogue informel et l'échange d'informations, et favorisait la transparence et la responsabilité de l'Office. Au cours de la période considérée, le groupe de travail a joué un rôle important en préparant les mesures prises par les organes directeurs de l'Office dans des domaines clefs, notamment les questions stratégiques et budgétaires, les activités de programme de l'ONUDC, et l'évaluation et le contrôle, ainsi que la situation financière de l'Office.

75. Au sein du groupe de travail, les États Membres sont parvenus à un consensus sur la stratégie de l'Office pour la période 2012-2015, élaborée par le Secrétariat en consultation avec eux. Lors des reprises de leurs sessions en décembre 2011, la Commission des stupéfiants et la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale ont recommandé au Conseil économique et social d'adopter cette stratégie. Celle-ci sera mise en œuvre à travers les plans-programmes biennaux pour les périodes 2012-2013 et 2014-2015.

76. L'ONUDC a créé des équipes spéciales interdivisions qui ont réalisé des progrès considérables dans l'application des recommandations du Corps commun

<sup>2</sup> *Handbook on Identity-related Crime*, disponible (en anglais seulement) à l'adresse [www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Handbook\\_on\\_ID\\_Crime/10-57802\\_ebook.pdf](http://www.unodc.org/documents/treaties/UNCAC/Publications/Handbook_on_ID_Crime/10-57802_ebook.pdf).

d'inspection (JIU/REP/2010/10). Il a continué de rationaliser les cadres de résultats de ses programmes. Priorité a été donnée aux rapports d'exécution et examens réguliers effectués par le Comité d'examen du Programme. Une note d'orientation interne et une note d'information sur la protection et la promotion des droits de l'homme ont été établies, et un groupe consultatif sur les droits de l'homme a été créé pour conseiller le Directeur exécutif en matière d'intégration des droits de l'homme dans les activités de l'Office.

77. L'ONUDC a continué de développer des programmes intégrés régionaux et de pays pour répondre aux priorités et aux besoins régionaux et nationaux. Les programmes régionaux couvrent actuellement l'Afrique de l'Est, l'Afrique de l'Ouest, les États arabes, l'Amérique centrale, l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Europe du Sud-Est, et l'Afghanistan et les pays voisins. De nouveaux programmes pour l'Afrique australe, l'Asie du Sud, l'Amérique centrale et les Caraïbes seront bientôt lancés. Ces programmes privilégient la prise en charge par les pays partenaires et la coopération interinstitutions. Ils mettent en place des mécanismes régionaux efficaces de lutte contre la criminalité organisée et les trafics, promeuvent des systèmes de justice pénale justes et efficaces et appuient les activités de prévention de la criminalité et de la toxicomanie, contribuant ainsi à une approche globale intégrant le développement, l'état de droit et les droits de l'homme.

78. L'évaluation est un élément clef des activités de l'ONUDC. En étroite collaboration avec l'ensemble de l'Office, son Groupe de l'évaluation indépendante veille à ce que tous les projets et programmes de l'ONUDC soient évalués, en particulier les programmes régionaux et de pays. Au cours de la période considérée, il a été procédé à l'évaluation de 70 projets, à deux évaluations approfondies et à une étude de risques. Les rapports d'évaluation, outils d'évaluation révisés, lignes directrices et descriptifs sont disponibles sur un nouveau site Web ([www.unodc.org/unodc/en/evaluation/index.html](http://www.unodc.org/unodc/en/evaluation/index.html)). Il est prévu de procéder à d'autres évaluations, d'organiser des séances intégrées de formation à l'évaluation et d'élaborer de nouveaux outils, notamment un système de suivi des recommandations issues de l'évaluation, un mécanisme de suivi des évaluations dans l'ensemble des projets de l'ONUDC et un outil de formation en ligne.

79. La situation financière de l'ONUDC reste vulnérable. Les fonds actuellement alloués à l'ONUDC représentent moins de 1 % du budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies. Conformément à la résolution 65/233 de l'Assemblée générale, le Secrétaire général a soumis dans son projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013 des propositions visant à assurer que l'Office dispose de ressources suffisantes. En conséquence, l'Assemblée générale a approuvé une légère augmentation de 1,7 million de dollars au chapitre 16 du budget ordinaire – de 39,2 millions de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011 à 40,9 millions de dollars pour 2012-2013. Le budget consolidé de l'ONUDC pour l'exercice biennal 2012-2013 s'élève à 561,5 millions de dollars, dont 15,3 % proviennent des ressources du budget ordinaire<sup>3</sup> et 475,4 millions de dollars de ressources extrabudgétaires.

80. Pour relever les défis liés à la situation financière de l'ONUDC, une stratégie de mobilisation de fonds a été élaborée en consultation avec les États Membres.

<sup>3</sup> Notamment des ressources du budget ordinaire au titre des chapitres 1, 16, 23 et 29F du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 2012-2013.

Cette stratégie sera examinée plus avant par le groupe de travail intergouvernemental permanent à composition non limitée chargé d'améliorer la gouvernance et la situation financière de l'ONUDC. Elle porte essentiellement sur la création d'un cadre pluriannuel de financement et de niveaux de référence pour les programmes thématiques et régionaux, des mécanismes de financement destinés à appuyer l'infrastructure de base et la capacité de prestation de services, ainsi que les aspects organisationnels de la coordination effective des fonctions de mobilisation de fonds.

## VIII. Recommandations

81. Il est recommandé que l'Assemblée générale envisage de prendre les mesures suivantes:

a) Encourager les États Membres à accorder une attention particulière aux liens existants entre la prévention du crime et la justice pénale et le développement, en particulier dans le contexte des préparatifs du programme de développement pour l'après-2015 et la mise en œuvre des conclusions de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable;

*Criminalité transnationale organisée*

b) Prier les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de ratifier la Convention contre la criminalité organisée, les Protocoles s'y rapportant et la Convention contre la corruption, ou d'y adhérer, et de prendre les mesures nécessaires pour en assurer l'application efficace;

c) Encourager les États Membres à prendre des mesures pour renforcer leurs systèmes nationaux de justice pénale afin de lutter contre le commerce illicite de médicaments frauduleux;

d) Encourager les États Membres à élaborer des politiques stratégiques ciblées et efficaces pour lutter contre la criminalité organisée et soutenir les états qui évaluent avec l'assistance de l'ONUDC la grave menace que constitue la grande criminalité organisée;

e) Encourager les États Membres à enquêter effectivement sur les groupes criminels impliqués dans la grande criminalité organisée et à les démanteler;

f) Encourager les États Membres à appuyer les initiatives de coopération telles que le réseau de procureurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée en Amérique centrale afin de renforcer la coopération judiciaire internationale;

g) Prier l'ONUDC d'aider les États Membres à mettre en place des procédures et mécanismes adéquats pour renforcer les régimes nationaux de contrôle des armes à feu;

h) Prier l'ONUDC de continuer de répertorier et d'analyser les cas de criminalité organisée et d'identifier et diffuser les bonnes pratiques et enseignements tirés des enquêtes sur la criminalité organisée et de la poursuite des auteurs;

*Lutte contre la corruption*

i) Encourager les États Membres qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention des Nations Unies contre la corruption ou à y adhérer et à promouvoir sa pleine application, et encourager les États parties à la Convention et signataires de celle-ci à s'efforcer de l'appliquer pleinement;

j) Encourager les États parties à la Convention contre la corruption et signataires de celle-ci à continuer d'appuyer pleinement le mécanisme d'examen adopté par la Conférence des États parties à la Convention;

k) Encourager les États Membres à donner pleinement effets aux résolutions sur la prévention de la corruption et le recouvrement d'avoirs adoptées par la Conférence des États parties à sa quatrième session et à appuyer les travaux de ses groupes de travail;

*Lutte contre le terrorisme*

l) Encourager les États Membres à ratifier et à appliquer les instruments juridiques internationaux de lutte contre le terrorisme;

m) Prier l'ONUDC de porter une attention soutenue et d'apporter un appui constant aux efforts que font les États Membres pour renforcer le régime juridique de la lutte contre le terrorisme et de continuer de leur fournir une assistance technique pour accroître leurs capacités en la matière;

n) Prier l'ONUDC, en collaboration avec les États Membres, de continuer à appuyer le renforcement des capacités et compétences dans le domaine de la criminalistique, notamment l'établissement de normes, l'élaboration de matériel de formation technique, tel que des manuels, des recueils de pratiques utiles et des lignes directrices, et de matériel de référence scientifique et criminologique à l'intention des agents des services de répression et des organismes chargés des poursuites, afin d'améliorer leurs connaissances techniques et leur capacité de prévenir et combattre la criminalité transnationale organisée;

*Prévention de la criminalité et renforcement des systèmes de justice pénale*

o) Prier les États Membres:

i) De continuer d'accorder une grande priorité au renforcement de l'état de droit par la prévention du crime et la promotion de systèmes de justice pénale équitables, humains et responsables;

ii) De mettre en place ou renforcer des politiques, programmes et stratégies s'attaquant en amont aux causes profondes de la criminalité et optimisant la coopération entre les divers secteurs de l'administration publique, la société civile et le monde des affaires;

iii) D'adopter une approche globale et intégrée en matière de prévention du crime et de justice pénale, fondée sur des évaluations de référence et la collecte de données, et portant sur tous les secteurs du système judiciaire et les mécanismes de justice informels;

iv) De fonder les efforts déployés aux niveaux national et régional en matière de prévention du crime et de réforme de la justice pénale sur des normes internationales, notamment les traités relatifs aux droits de l'homme et les règles et normes pertinentes des Nations Unies, et de tirer parti des outils et manuels élaborés par l'ONUDC à cette fin;

v) De renforcer leur appui aux travaux de l'ONUDC dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale, élément essentiel de la promotion de l'état de droit et des droits de l'homme, et condition préalable d'une lutte efficace et durable contre la criminalité organisée, la corruption et le terrorisme;

vi) D'examiner et développer leurs programmes de lutte contre le VIH et la tuberculose et de santé dans les prisons conformément aux normes internationales afin d'assurer un accès équitable aux soins de santé dans les prisons et de réduire la mortalité et la morbidité liée à ces maladies;

*Collecte de données, travaux de recherche et analyse des tendances*

p) Encourager la communauté internationale à continuer de développer des stratégies multilatérales de lutte contre des marchés spécifiques relevant de la criminalité organisée, en s'appuyant sur des évaluations de menaces à l'échelle internationale et sur la planification de mesures conjointes;

q) Encourager les États Membres à appuyer l'élaboration du rapport mondial biennal de l'ONUDC sur la traite des personnes et à y contribuer;

r) Prier l'ONUDC, dans le cadre de son mandat actuel, d'intensifier la collecte et la diffusion de données et d'informations exactes, fiables et comparables pour mieux cerner les tendances de la criminalité, notamment des nouvelles formes de criminalité, et de fournir des analyses de tendances et des études fondées sur les informations communiquées par les États Membres;

*Nouveaux enjeux*

s) Encourager les États Membres à aider l'ONUDC à renforcer son programme mondial d'assistance technique dans le domaine de la cybercriminalité et à terminer son étude approfondie sur l'incidence de la cybercriminalité et les mesures à prendre contre celle-ci;

t) Prier instamment les États Membres de prendre des mesures appropriées pour prévenir et combattre le trafic illicite des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, notamment en utilisant le référentiel de détermination des infractions forestières et des infractions contre les espèces sauvages du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, en adoptant les lois nécessaires et en renforçant la coopération internationale, régionale et bilatérale;

u) Encourager les États Membres à appuyer l'ONUDC dans son approche pluri-institutionnelle d'assistance technique et de renforcement des capacités visant à prévenir le trafic illicite des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction;

---

*Gouvernance et situation financière de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime*

v) Encourager les États Membres et les entités régionales à mettre à profit l'assistance technique que l'ONUDC fournit au moyen de ses programmes régionaux et thématiques et à utiliser ces programmes comme moyen d'accroître la coopération régionale et internationale pour promouvoir l'état de droit et combattre les menaces transnationales telles que la criminalité organisée et les trafics illicites;

w) Encourager les États Membres à répondre d'urgence à la nécessité de fournir à l'ONUDC des ressources prévisibles et stables, notamment des ressources additionnelles au titre du budget ordinaire, pour lui permettre d'exécuter de manière durable les tâches dont il est chargé, et à lui verser des contributions volontaires lui permettant de répondre effectivement à la demande croissante d'assistance technique.

---